

Projet de thèse doctorale en sciences politiques

1. Identification du chercheur

Nom : ATHAYDE SAUANDAJ

Prénom : Antonio

Niveau : Master 2

UFR / Département : Sciences politiques

Institution : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Tél. : (+33) 07 66 66 31 14

Email : sauandajantonio@gmail.com

Directrice de thèse pressentie : Mme. Delphine DULONG

2. Résumé

Ce projet contribue à l'analyse de la circulation et des usages du « genre » en tant que ressource discursive à la portée des acteurs du champ politique, au Brésil comme en France. Il examine l'avènement du discours anti-genre dans les deux pays et mesure ses répercussions à la fois sur les discours et les pratiques des acteurs politiques (institutionnels et non-institutionnels) et sur les comportements électoraux. À partir d'une démarche comparative, il vise à identifier et à analyser : 01. les conditions particulières de conversion du discours de genre en ressource politique ; 02. les contenus et les usages politiques du discours de genre ; 03. le niveau d'instrumentalisation du discours sur le genre dans des contextes électoraux et institutionnels différents.

3. Mémoire de recherche et questions résiduelles

Inscrit en master 2 au département de Sciences Politiques de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, je me suis spécialisé en Études du développement et de l'aide humanitaire et j'ai élaboré, sous la direction de Mme. Delphine Dulong, un mémoire de recherche portant sur l'avènement du mouvement anti-genre au Brésil, dans lequel j'ai notamment essayé de démontrer ses effets à la fois sur l'action publique (notamment en matière d'éducation) et sur les comportements des acteurs du champ politique, contribuant ainsi à l'essor du nouveau populisme d'ultra-droite.

Bien qu'elle soit encore limitée au cas brésilien, cette enquête a souligné à quel point l'utilisation politique du discours sur le genre s'est montrée efficace, contribuant même à l'élection d'un nouveau chef d'État (Jair Bolsonaro). Mais si la force mobilisatrice du genre a été clairement exploitée dans ce contexte, il reste à voir dans quelle mesure cette instrumentalisation répond à des effets conjoncturels liés à la compétition politique brésilienne (crise économique, crise politico-institutionnelle, destitution de la première femme présidente de l'histoire du pays) ou se cristallise en un nouveau clivage ayant des effets structurants sur la compétition politique et l'agenda des politiques publiques. La politisation du genre (c'est-à-dire

sa constitution en enjeu politique et électoral) est-elle un phénomène durable ? Dans quelle mesure le discours sur le genre est-il intégré dans le répertoire d'action des acteurs du champ politique (institutionnels et non-institutionnels) ? Quel est désormais le poids du discours de genre dans les programmes de campagne des partis politiques ? La prise de position sur des questions telles que l'équité entre les sexes et la diversité sexuelle est-elle une pratique récurrente pour les acteurs engagés dans le jeu de la compétition démocratique ? Si oui, pourquoi et à quelles fins ? Ou encore, en laissant le cadre institutionnel pour réfléchir à la réception de ce phénomène par l'opinion publique, dans quelle mesure le discours sur le genre pèse-t-il sur les comportements électoraux, constituant une variable qui peut influencer le vote, à l'instar de la religion, de la famille et de l'appartenance sociale ? C'est dans le but de répondre à cette série de questions résiduelles soulevées au cours de mon dernier travail de recherche que ce projet de thèse doctorale se présente, cette fois dans une perspective plus large, englobant une analyse comparative pour vérifier la pertinence des hypothèses soulevées dans des contextes électoraux et institutionnels différents (France et Brésil).

4. Titre proposé

Vers une compétition politique genrée ? Une analyse comparative des usages politiques du genre au Brésil et en France.

5. Contexte et enjeux

Les études sur le processus de globalisation du genre ont déjà montré que l'opérationnalisation et la normalisation du terme comme cadre d'inflexion des politiques publiques, nationales et transnationales, produit des effets pluriels et complexes, souvent imprévisibles, qui ne peuvent être saisis en dehors d'une perspective multidisciplinaire des sciences politiques, impliquant la sociologie de l'action publique, certes, mais aussi les sociologies des institutions, des mouvements sociaux et des comportements électoraux, par exemple. Ainsi, il ne sert à rien de réfléchir au phénomène de transnationalisation du genre sans prendre en compte la singularité des systèmes politiques qui reçoivent des politiques fondées sur l'équité des sexes et/ou le respect de la diversité sexuelle. Pour mieux comprendre le phénomène de transnationalisation de la catégorie genre, il faut nécessairement tenir compte des dynamiques de réception et/ou de résistance qui se manifestent au niveau local. « *Si le genre est globalisé, ses enjeux restent bien souvent localisés* » (LACOMBE). C'est pourquoi, afin de décortiquer les effets de l'opérationnalisation du genre, il est également nécessaire de comprendre les enjeux, les acteurs et les institutions politiques qui composent le niveau local de l'action publique. En effet, le genre est une notion emblématique lorsqu'il s'agit de la circulation internationale des idées, car l'une de ses spécificités est que, en circulant dans différents espaces, il change de statut : de notion savante forgée par des universitaires, il a été transformé en catégorie de l'action publique par les organisations interétatiques puis en objet de luttes politiques à différents niveaux nationaux (certains discréditant sa « nature » scientifique, d'autre la défendant). Comme l'explique en ce sens Judith Butler : « *Si l'on s'interroge sur comment le genre voyage à travers des frontières nationales, ou plus spécifiquement, sur lesquelles, il faut alors se demander comment il change de sens et de force du fait de cette traversée* » (BUTLER, FASSIN, SCOTT).

Parce qu'il touche à un point particulièrement sensible dans diverses sociétés (les rapports sociaux de sexe), le genre a une forte capacité de mobilisation (DULONG, FASSIN, MATONTI) et son processus de mise en politique publique est souvent couplé à des dynamiques locales de résistance. Il en est ainsi, d'ailleurs, depuis la consécration de

l'approche *gender-mainstreaming* dans le champ international du développement, lors de la Conférence mondiale des femmes à Pékin, en 1995, suite à laquelle le Vatican a convoqué des dizaines d'experts pour mettre en place une « contre-offensive » visant à réaffirmer la doctrine catholique et le caractère « naturel » de l'ordre social défendu par le Saint-Siège. Ce mouvement contre « l'idéologie du genre » (*sic*) ne tarde cependant pas à se consolider et à se répandre au niveau international, constituant une véritable coalition transnationale de cause (Mexique, 2001 ; Afrique du Sud, 2007 ; Hongrie, 2010 ; Allemagne, 2009 ; France, 2012 ; Brésil, 2014 ; Pologne, 2014 ; Pérou, 2016 ; Roumanie, 2017). Ce mouvement se base sur une intense mobilisation politique et discursive en faveur de la réaffirmation des hiérarchies sexuelles, du retrait de l'éducation sexuelle des écoles, de la restriction de l'accès des adolescents à l'information sur la santé sexuelle et de la re-pathologisation des identités sexuelles non-normatives (JUNQUEIRA).

En France, le mouvement anti-genre apparaît notamment en 2012, lorsque différentes associations, le plus souvent confessionnelles et catholiques, se réunissent pour former le collectif « Manif pour tous » afin de s'opposer au mariage entre personnes de même sexe et à l'adoption plénière par ces couples (loi Taubira). Le mouvement connaîtra ensuite un nouveau souffle lors de la mise en œuvre en 2014 du programme ABCD de l'égalité, proposé par la ministre des Droits des femmes Najat Vallaud-Belkacem, et dont le but était de lutter contre les stéréotypes de genre dans les classes maternelles et élémentaires (MASSEI). Rassemblant des profils sociaux divers, ces manifestations ont attaqué l'ensemble des initiatives visant à promouvoir la démocratie sexuelle, c'est-à-dire « *l'extension du principe démocratique aux questions sexuelles* » (FASSIN). Bien que les effets du mouvement anti-genre restent circonscrits aux politiques éducatives (l'ABCD de l'égalité a été abrogé), l'intensité des manifestations qui l'ont accompagné ont mis en lumière la forte capacité de mobilisation du discours sur le genre en France. Cependant, l'utilisation politique du genre n'est pas nouvelle dans ce pays. Dès le début des années 1990, par exemple, le langage du genre a été largement mobilisé par la presse lors de la crise qui a accompagné le mandat d'Édith Cresson comme Premier ministre de la France (DULONG). Plus tard, dans les années 2000, l'adoption de la loi sur la parité a eu pour effet, à certaines conditions et dans des configurations politiques précises, de « *reconvertir le genre en ressource politique* » (DULONG, LÉVÊQUE). De ce point de vue, le mouvement anti-genre aurait-il réussi à faire non seulement du *genre* mais aussi du *discours de genre* une source de profit politique ? Dans quelle mesure contribue-t-il à la politisation durable du genre et au renouvellement des enjeux symboliques qui se jouent dans la compétition politique ?

Au Brésil, c'est aussi lorsqu'elle touche aux politiques publiques d'éducation que la catégorie genre est mise en cause. Toutefois, dans ce pays majoritairement catholique (64,6 % de la population, selon le dernier recensement de l'Institut brésilien de géographie et statistique), les proportions prises par le mouvement anti-genre seront plus importantes. D'abord, il s'inscrit sur le sol brésilien dans un contexte de forte crise politique, à savoir dans un moment d'incertitude structurelle, de dés-sectorisation tendancielle de l'espace social et de fluidité conjoncturelle des rapports sociaux (DOBRY). Subissant les premiers effets d'une récession économique, le Brésil est en 2014 le théâtre d'une crise politico-institutionnelle majeure associée au procès d'impeachment de la présidente Dilma Rousseff. En s'attaquant notamment à la mise en politique publique de la catégorie genre dans le domaine de l'éducation, le mouvement anti-genre prend de l'ampleur et fait des nouveaux adhérents, notamment parmi des parlementaires issus des secteurs plus conservateurs et religieux de la société, qui donnent désormais au discours sur « l'idéologie de genre » un usage électoral – d'ailleurs, la « lutte contre l'idéologie de genre » était une des principales devises de la

campagne de nombreux hommes et femmes politiques de la nouvelle ultra-droite brésilienne, dont Jair Bolsonaro, qui a été élu président de la République en 2018. Sous l'effet de la dynamique électorale, le mouvement anti-genre se consolide donc en groupe d'intérêt et contribue à la mise en place d'un nouveau réformisme éducationnel au Brésil, engendrant des changements substantiels dans l'agenda de l'action publique, tels que la suppression de toute mention à l'équité de genres du Plan National d'Éducation 2014/2024, la réforme de la Base nationale commune des programmes d'enseignement et la suppression du SECADI (Secrétariat pour la formation continue, l'alphabétisation, la diversité et l'inclusion), organe responsable de la promotion du modèle inclusif au sein du ministère de l'Éducation. En plus d'influencer les politiques publiques, le croisement entre le mouvement anti-genre et la dispute électorale engendre également des effets structurants sur la compétition politique brésilienne. En effet, en recadrant le débat électoral sur des questions morales, liées aux rapports sociaux de sexes et à la sexualité, ce mouvement tend à faire polémique et à polariser l'espace public, politisant notamment les franges religieuses de l'électorat et contribuant à la déssectorisation de la controverse sur « l'idéologie de genre ». Cette polarisation, qui profite largement à la montée du populisme d'ultra-droite (MARTUCCELLI), s'exprime d'abord par une augmentation de la violence LGBT-phobe et/ou de la violence à motivation politique (BULGARELLI). En outre, jouant avec la tension entre science et militantisme qui caractérise cette notion, la politisation du genre conduit à l'installation d'une véritable lutte symbolique autour de la notion d'« idéologie », ainsi qu'à la « *trollisation de l'espace public* », à savoir, au « *détournement plus profond des logiques mêmes de fonctionnement d'un espace public reposant sur un idéal de vérité* » (LAURENS ; HOREL ; FOUCART). Enfin, impliquant non seulement les arènes politiques, mais aussi d'autres institutions telles que la famille, l'école et l'Église, le mouvement anti-genre est finalement porté devant la Cour constitutionnelle, se confortant ainsi dans le phénomène de judiciarisation accrue du processus de *policy-making* au Brésil.

Malgré des différences notamment en ce qui concerne le niveau de sectorisation des effets du mouvement anti-genre, nous pouvons observer que dans ces deux contextes le genre tend à se fondre dans les enjeux nationaux, contribuant à façonner le débat public et se confirmant ainsi comme mode de signification des rapports de pouvoir (SCOTT). Effectivement, « *le genre est saturé de combats politiques existants, enregistrant les contestations politiques dans sa formation et sa circulation mêmes* » (BUTLER). Au Brésil comme en France, la politisation des politiques publiques visant à promouvoir la démocratie sexuelle a eu des effets sur le champ et le lexique politiques qui méritent d'être étudiés car ils s'inscrivent dans un double mouvement de déplacement des enjeux électoraux vers des questions morales ou liées à l'identité des candidats (FRANK, INGLEHART) et de dépolitisation radicale de l'économie politique (ZIZEK). Les conditions de reconversion du discours de genre en ressource politique, la susceptibilité du langage de genre d'influencer le vote et l'instrumentalisation des usages politiques du genre dans différents contextes électoraux constituent en ce sens des éléments dont l'analyse est indispensable si l'on veut mesurer l'ampleur des effets des processus d'opérationnalisation, d'institutionnalisation et de transnationalisation de la catégorie « genre » dans la deuxième décennie du XXI^e siècle.

6. Objet de recherche et problématique :

Situé à l'intersection de la sociologie des institutions, de la sociologie de l'action publique, de la sociologie des comportements électoraux, de la sociologie du droit et des études de genre, ce programme de recherche s'intéresse aux usages du discours sur le genre dans le cadre de la compétition politique au Brésil comme en France. Le but de cette recherche étant de s'interroger sur la circulation du genre dans des contextes sociaux, institutionnels et politiques

différents, nous nous intéressons à son instrumentalisation par les acteurs du jeu politique, notamment en période électorale, et par les effets engendrés par cet usage à la fois sur l'opinion publique et sur l'agenda des politiques publiques. En somme, ce programme de recherche entend répondre à la problématique suivante : *le discours de genre s'institutionnalise-t-il en clivage politique permanent ?*

7. Hypothèses :

- Le discours anti-genre constitue une « question émergente » (DE VRIES ; HOBOLT), pouvant faire l'objet d'une « stratégie de déstabilisation politique » (CONWAY ; ORESKES) opérée par des acteurs dans le but de former des centres de représentation politique alternatifs aux partis traditionnels.
- Compte tenu des dimensions importantes prises par le mouvement anti-genre, l'on peut constater une nouvelle centralité du discours sur le genre et la sexualité dans le champ politique. Par ailleurs, ce phénomène gagne à être situé dans un contexte plus large de montée en puissance des valeurs post-matérialistes (INGLEHEART) et de crise des démocraties représentatives.
- Le discours sur le genre agit comme un outil de convergence d'intérêts sectoriels et contribue à la formation des « *conglomérats électoraux* » (GAXIE ; MAYER). En raison de son « *langage a-partisan et universellement partagé* » (DULONG) et de ses fortes capacités mobilisatrices, le genre peut être converti en une ressource politique importante, se conformant bien au mode populiste de construction discursive. En effet, la politisation des rapports sociaux de sexe permet de mobiliser des espaces sociaux qui ne sont pas normalement politisés et d'ainsi homogénéiser partiellement et temporellement des mécontentements politiques hétéroclites.
- Non seulement le discours contre l'équité entre les sexes et le respect de la liberté sexuelle peut être mobilisé à des fins électorales, mais la rhétorique en faveur de la démocratie sexuelle peut aussi faire l'objet d'une instrumentalisation politique. Par exemple, dans un contexte idéologique de « choc des civilisations » (HUNTINGTON), la défense de l'égalité des sexes est couramment utilisée comme un élément de distinction entre le moderne et l'archaïque, entre l'Occident et l'Orient, servant par exemple de ciment à l'essor des discours anti-migratoires (FASSIN). Ainsi, ce programme de recherche vise également à vérifier la continuité et la pertinence de cette hypothèse dans des contextes électoraux différents.

8. Objectifs :

Ce programme de recherche a pour principaux objectifs :

- d'interroger les effets contradictoires liés à l'opérationnalisation de la catégorie genre dans les contextes français et brésiliens, *i.e.* comprendre les conditions de politisation du genre et ses effets structurants sur la compétition politique.
- d'interroger la force mobilisatrice du discours sur le genre, notamment dans le cadre électoral.
- de tracer et d'analyser les usages politiques du discours sur le genre au Brésil et en France.

- d'interroger le rôle du discours de genre dans le cadre des processus de construction populiste.
- de comprendre dans quelles conditions le discours de genre devient un type particulier de ressource politique à la portée des acteurs.

9. Pertinence de la démarche comparative :

La démarche comparative a pour but dans ce cas d'identifier des phénomènes similaires apparaissant dans des contextes différents. Deux études de cas nationaux visent à caractériser de manière fine des situations et des processus survenant dans des configurations institutionnelles plus ou moins stables, ainsi que des ensembles de phénomènes interdépendants et des logiques endogènes spécifiques à chaque échelon national de la compétition politique.

Inédite sur ce sujet, la comparaison entre la France et le Brésil se justifie en premier lieu par l'occurrence des controverses qui s'y observent autour de la mise en œuvre des programmes d'éducation portant sur l'égalité de genre. D'autre part, elle permet de dégager plusieurs variables influant sur le degré de cristallisation du discours de genre dans le débat politique, notamment le poids de la religion, vu qu'au Brésil l'on observe une mobilisation plus importante de la dimension religieuse en termes de valeurs traditionnelles qu'en France, notamment en raison de l'importance de la religion chrétienne dans ce pays, où des groupes d'intérêt consolidés opèrent à différents niveaux (législatif, exécutif, judiciaire) sur la question du genre.

Enfin, ces deux cas ont été choisis pour la netteté et l'intensité avec lesquelles les campagnes contre l'imposition d'une supposée « l'idéologie de genre » ont été orchestrées aussi bien dans la rue, à travers des marches nationales, qu'à l'intérieur des arènes politiques, comme en témoignent le mouvement fortement médiatisé connu sous le nom « École sans parti » au Brésil et le mouvement « Manif pour tous » en France.

10. Méthodologie :

Afin de mesurer et comparer le poids du discours de genre dans la compétition politique en France et au Brésil, ce projet de recherche profitera des contextes électoraux imminents dans ces deux pays pour faire un suivi détaillé des campagnes présidentielles et législatives de 2022. En ce sens, l'on recourra à des méthodes mixtes d'analyse afin de cartographier les acteurs qui mobilisent un discours pro ou anti-genre et d'identifier les variables (rôle des acteurs transnationaux ; rôle des institutions religieuses ; état du mouvement féministe ; etc.) qui produisent concrètement des effets à la fois sur les discours et les pratiques des acteurs du champ politique et sur les comportements électoraux. Pour vérifier le degré d'institutionnalisation du clivage de genre dans ces contextes politiques, notre démarche sera double : d'une part, nous étudierons le comportement des acteurs impliqués dans la compétition électorale, en étudiant leur communication politique (analyse des discours de campagne, des débats électoraux, des programmes des partis) ; d'autre part, nous examinerons le pouvoir d'influence du genre sur le raisonnement politique des électeurs via des entretiens. Partant du principe que le vote est aussi une manière d'exprimer son appartenance à une certaine collectivité (PIZZORNO, 1986), ce programme de recherche cherche en effet à établir des corrélations et des hiérarchies entre le discours de genre et d'autres facteurs susceptibles d'influencer le vote (la famille, l'appartenance sociale, la religion), en ayant recours notamment à des enquêtes qualitatives afin d'éviter le risque des simples tris croisés et d'affiner le sens de la corrélation.

En somme, le suivi des campagnes électorales sera bifocal (s'intéressant à la fois aux acteurs de la compétition politique et aux électeurs), et sera organisé en trois parties.

La première partie correspond à l'analyse du contenu des campagnes. Ainsi, dans un premier temps, il sera question d'effectuer le dépouillement des archives officielles associées à la période électorale (programmes des campagnes des candidats et des partis politiques, commissions et débats parlementaires, auditions, rapports de l'administration, conférences de presse) et d'autres sources de la littérature grise (pamphlets, revues spécialisées, essais). Ces données seront complétées par une veille de presse sur les élections dans les principaux quotidiens nationaux et internationaux. De plus, nous comptons intégrer à l'analyse un suivi systématique des réseaux sociaux et des sites internet spécialisés, la politique sur le web (« *netpolitique* ») apparaissant ici comme une nouvelle forme de sociabilité politique qui ne peut être exclue de l'observation électorale (MERCANTI-GUÉRIN).

L'analyse des controverses juridiques associées au discours anti-genre est la deuxième partie méthodologique envisagée dans ce programme de recherche. En effet, lors de la réalisation de mon mémoire, j'ai déjà fait la lumière sur la forte judiciarisation de ces questions au Brésil, où pas moins de quatorze actions de contrôle constitutionnalité abstrait ont été déposées en vue d'arrêter les effets du mouvement anti-genre sur les politiques publiques d'éducation. Puisque le droit formalise les controverses et constitue souvent « l'aboutissement des luttes symboliques » (BOURDIEU), cette démarche vise à la fois à vérifier s'il existe une pérennisation des conflits liés à la politisation du genre au Brésil et à examiner si le mouvement anti-genre produit des effets analogues de judiciarisation en France.

Enfin, la troisième partie consiste à produire du matériel empirique proprement dit, en privilégiant des méthodes qualitatives au détriment des approches purement quantitatives. Ainsi, afin d'examiner les conditions de conversion du discours de genre en ressource politique, ce programme de recherche prévoit d'abord la réalisation d'une série d'entretiens semi-directifs (à raison d'un minimum de 30) avec un large panel d'acteurs impliqués dans la compétition politique : candidats et leurs conseillers, professionnels du marketing, professionnels de campagne, avocats et juges de droit électoral, représentants des mouvements sociaux et militants des partis politiques. Ensuite, afin de mesurer le pouvoir d'influence du discours de genre sur les comportements électoraux, nous procéderons à une série d'entretiens semi-directifs avec des électeurs (au minimum de 50), en cherchant à faire varier leur milieu social mais aussi leur degré d'implication dans la vie associative religieuse. Cette procédure nous permettra notamment d'isoler la variable de la religion afin de vérifier son degré d'imbrication avec le discours de genre. Enfin, toujours dans le but de produire du matériel pour le corpus empirique, des missions d'observation ethnographique lors d'événements de campagne sont prévues - une démarche qui va permettre non seulement d'analyser le discours de genre en tant qu'élément de socialisation en contexte électoral, mais aussi de prendre du contact avec des acteurs impliqués dans la compétition politique.

11. Tableau synthétique :

Méthodes	Sources		Analyses
Analyse de contenu	Archives officielles associées à la période électorale		<p>Hypothèse 1 : Vérifier l'existence de conflits autour des questions de genre (et, le cas échéant, leur degré) ; évaluer l'importance des acteurs qui politisent le genre et voir si cela chevauche avec des positions électorales spécifiques, en interrogeant leur positionnement politique, leur relation aux arènes institutionnelles, aux mouvements sociaux et à la religion.</p> <p>Hypothèse 2 : Évaluer si les acteurs concernés agissent plus ou moins en concertation, en établissant des alliances et/ou en se positionnant stratégiquement pour défendre les causes pro ou anti-genre.</p>
	Programmes des campagnes des candidats et des partis politiques, commissions et débats parlementaires, auditions, rapports de l'administration, conférences de presse		
	Littérature grise		
	Pamphlets, revues spécialisées, essais		
	Articles publiés sur la thématique dans les principaux quotidiens nationaux		
	Brésil : <i>Folha de S. Paulo</i> ; <i>O Globo</i> ; <i>O Dia</i> ; <i>Estado de S. Paulo</i> ; etc. France : Le Monde, Le Figaro ; Libération ; L'Humanité ; etc.		
	Analyse des réseaux sociaux (ARS)		
	Facebook ; Twitter ; Instagram ; etc.		
Analyse de jurisprudence	Analyse de la jurisprudence du Conseil constitutionnel (FR), de la Cour constitutionnelle (BR) et de la Cour supérieure électorale (BR).		
Observation électorale (production du corpus empirique)	Observation ethnographique des événements de campagne	Entretiens semi-directifs	<p>Hypothèse 3 : Vérifier si le discours de genre constitue effectivement un facteur qui influence le vote ; analyser le système de corrélations entre le discours de genre et d'autres variables qui pèsent sur le comportement électoral, notamment la religion.</p>
		Acteurs de la compétition politique : candidats et leurs conseillers, professionnels du marketing, professionnels de campagne, avocats et juges de droit électoral, représentants de mouvements sociaux et militants des partis politiques.	

12. Plan de travail :

Ce programme de recherche suivra les trois étapes décrites dans le tableau ci-dessous. Une première étape exploratoire de cadrage théorique et d'analyse de contenu sera suivie par la conduite des recherches de terrain, la réalisation des entretiens et le suivi des campagnes électorales en 2022. Finalement, un retour à la théorie sera opéré pour une montée en généralité. Tout au long de ce processus, j'envisage de m'inscrire dans des réseaux de recherche, en participant aux événements nationaux et internationaux liés à mon objet.

Année	Semestre	Objectifs	Activités
2021/2022	S1	Approfondir le cadre théorique ; constituer le corpus empirique ; préparer le terrain.	Réalisation de l'état d'art ; collecte des données ; analyse de contenu ; prise de contact avec les acteurs au Brésil comme en France.
	S2	Suivre les élections présidentielles et législatives en France.	Récolte des données sur le terrain ; réalisation des entretiens.
2022/2023	S3	Suivre les élections présidentielles et législatives au Brésil.	
	S4	Interpréter les données ; revenir sur la théorie .	Retour sur la littérature ; analyse des entretiens.
2023/2024	S5 et S6	Rédiger et soutenir la thèse.	Analyses complémentaires ; diffusion des résultats.

11. Bibliographie préliminaire :

ACHIN, Catherine (dir.) ; Sexes, genre et politique ; Economica, coll. « études politiques » ; 2007.

ACHIN, Catherine ; DORLIN, Elsa ; RENNES, Juliette ; « Capital corporel identitaire et institution présidentielle : réflexions sur les processus d'incarnation des rôles politiques » ; Raisons politiques, vol. 31, no. 3 ; 2008.

BARGEL, Lucie ; FASSIN, Éric ; LATTÉ, Stéphane ; « Usages sociologiques et usages sociaux du genre ; Le travail des interprétations » ; Sociétés & Représentations, vol. 24, no. 2 ; 2007 ; pp. 59-77.

BASU, A ; The challenge of local feminisms : women's movement in global perspective ; Boudler ; Westview Press ; 1995.

BOURDIEU, Pierre ; La force du droit ; In: Actes de la recherche en sciences sociales ; Vol. 64 ; septembre 1986.

BULGARELLI, Lucas (coord.) ; Violence contre les LGBT+ dans les contextes électoraux et post-électoraux ; Genre et nombre, Brésil ; 2019 ; CC BY-NC 4.0 BR.

BUTLER, Judith ; FASSIN, Éric Fassin ; SCOTT, Joan Wallach ; « Pour ne pas en finir avec le genre... Table ronde » ; Sociétés & Représentations, vol. 24, no. 2 ; 2007 ; pp. 285-306.

CÁSSIO, Fernando (org.) ; Educação contra a barbárie : por escolas democráticas e pela liberdade de ensinar ; Boitempo editorial, 2019.

CONWAY, Eric M. ; ORESKES, Naomi ; Les marchands de doute ; Paris ; Le Pommier ; 2012.

DESMARCHELIER, Dominique ; RENNES, Juliette (dir.) ; Usages politiques du genre ;

Mots. Les langages du politique, n. 78/juil. ; ENS Éditions ; 2005.

DE VRIES, Catherine E. ; HOBOLT, Sarah ; « Political entrepreneurs : the rise of challenger parties in Europe » ; Princeton University Press ; 2020.

DULONG, Delphine ; « Rôle de genre et drôle de genre. Edith Cresson Premier Ministre ou le (mauvais) genre en politique » ; in Mathieu Gateau, Maud Navarre, Florent Schepens, dir., Les identités de genre en politique, Dijon, PUD ; 2013.

DULONG, Delphine ; LÉVÊQUE, Sandrine ; « Une ressource contingente. Les conditions de reconversion du genre en ressource politique » ; *Politix*, n° 60, 2002, pp. 81-111.

FASSIN, É. ; Les «forêts tropicales» du mariage hétérosexuel. Loi naturelle et lois de la nature dans la théologie actuelle du Vatican ; Revue d'Éthique et de Théologie Morale ; Paris ; v. 261 ; 2010 ; pp. 201-222.

FASSIN, É ; Gender and the problem of universals: Catholic mobilizations and sexual democracy in France ; Gender and Religion ; Utrecht, 6(2), 2016 ; pp. 173-186.

FASSIN, É. ; « Campagnes anti-genre, populisme et néolibéralisme en Europe et en Amérique latine » ; *Revue internationale et stratégique*, vol. 119, no. 3, 2020 ; pp. 79-87.

FASSIN, Éric ; « La démocratie sexuelle et le conflit des civilisations » ; *Multitudes*, vol. no 26, no. 3, 2006 ; pp. 123-131.

FRANK, Thomas ; What's the matter with Kansas ? How conservatives won the heart of America ; Metropolitan Books ; 2004.

GAXIE, Daniel ; La démocratie représentative ; Paris ; Montchrestien ; 1993.

GAXIE, Daniel ; Explication du vote. Un bilan des études électorales en France ; Presses de Sciences Po ; « Références » ; 1989.

- HUNTINGTON, Samuel P. ; Le choc des civilisations ; Ed. Odile Jacob ; Paris ; 1997.
- INGLEHART, Ronald ; The silent revolution in Europe : intergenerational change in post-industrial societies ; The American political science review, vol. 65, n. 4, dec. 1971 ; pp. 991-1017.
- JUNQUEIRA, Rogério D. ; « Idéologie de genre » : la genèse d'une catégorie politique réactionnaire – ou : la promotion des droits de l'homme est-elle devenue une menace à la famille ? In : RIBEIRO, Paula Regina Costa Ribeiro, MAGALHÃES, Joanalira Corpes (org.). Débats contemporains sur l'éducation à la sexualité. Rio Grande: Ed. FURG, 2017. p. 25-52.
- KUHAR R. ; PATERNOTTE D. ; Anti-gender campaigns in Europe: mobilizing against equality. London New York: Rowman & Little- field International ; 2017.
- LACLAU, Ernesto ; La razón populista ; Fondo de Cultura Económica ; Buenos Aires ; 2005.
- LACOMBE, D. ; MARTEAU, É. ; JARRY-OMAROVA, A. ; FROTIÉE, B. ; Le Genre globalisé : cadres d'actions et mobilisations en débats ; Cultures & Conflits, 3(3), 2003.
- LAURENS, Sylvain ; HOREL, Stéphane ; FOUART, Stéphane. Les gardiens de la raison. Enquête sur la désinformation scientifique ; La Découverte ; Paris ; 2020.
- LÉVÊQUE, Sandrine ; « La féminité « dépassée » ? Usages et non-usages du genre dans les professions de foi des candidat(e) s parisien(ne)s aux élections législatives de 2002 » ; *Revue Française de Science Politique*, vol. 55, n° 3 ; 2005 ; pp. 501-520.
- MARQUES PEREIRA, B. ; MEIER, P. ; PATERNOTTE, D. ; Au-delà et en deçà de l'État. Le genre entre dynamiques transnationales et multi-niveaux ; Louvain-la-Neuve ; Academia Bruylant ; 2010.
- MARTUCCELLI, Danilo ; Le triangle populiste ; *Décalages* ; Presses Universitaires de France ; 1995 ; pp. 203-238.
- MASSEI, Simon ; « S'engager contre l'enseignement de la théorie du genre. Trajectoires sociales et carrières militantes dans les mouvements anti-ABCD de l'égalité » ; *Genre, sexualité & société*, 18 ; 2017.
- MATONTI, Frédérique ; Le genre présidentiel. Enquête sur l'ordre des sexes en politique ; Paris ; La Découverte, coll. « Genre et sexualité » ; 2017.
- MAYER, Nonna ; BOY, Daniel ; « Les variables lourdes en sociologie électorale », *Enquête*, v. 5 ; 1997 ; pp. 109-122.
- MERCANTI-GUÉRIN, Maria ; « Facebook, un nouvel outil de campagne : Analyse des réseaux sociaux et marketing politique » ; *La Revue des Sciences de Gestion*, vol. 242, no. 2, 2010 ; pp. 17-28.
- PIZZORNO, Alessandro ; « Some Other Kind of Otherness. A Critique of Rational Choice Theory » ; In. « Development, Democracy and the Art of Trespassing : Essays in Honor of Albert Hirschmann », sous la dir. d'Alejandro Foxley, Michael S. McPherson et Guillermo O'Donnel ; University of Notre-Dame Press ; 1986.
- ROSANVALLON, Pierre ; Le siècle du populisme : histoire, théorie, critique ; Collection Les livres du nouveau monde ; Éditions du Seuil ; Paris ; 2020.
- ZIZEK, Slavoj ; Après la tragédie, la farce ! Comment l'histoire se répète ; Flammarion ; Paris ; 2010.